



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction générale
des Finances publiques**

**ETAT - Ministère De l' Économie, des Finances et de la
Souveraineté industrielle et numérique
DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES
DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
ET DU DEPARTEMENT DE LA COTE D'OR
1bis Place de la Banque
21 042 DIJON CEDEX**

PROGRAMME TRAVAUX

Aménagement du bureau 425 – 4ème étage

CFIP 25 Rue de la BOUDRONNÉE DIJON (21)

**Lot N°03 - ELECTRICITE
COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES**

1. PREAMBULE

La Direction Régionale des Finances Publiques de Bourgogne-Franche-Comté et du département de Côte-d'Or (DRFIP) souhaite réaménager le bureau 425 au 4ème étage du centre des Finances publiques (CFIP) situé 25 rue de la Boudronnée à Dijon..

Le présent lot a pour objet des travaux d'électricité courants forts et courants faibles.

Ces travaux seront réalisés en sous-section.4

1.1. CONTEXTE ET OBJECTIFS :

Le bâtiment fait actuellement l'objet d'un projet de rationalisation de ses locaux et de densification.

Les travaux objet de la présente consultation ont pour objet un nouvel aménagement du bureau 425 situé au 4ème étage aile Nord du CFIP afin d'y accueillir de nouveaux occupants au plus tard mi-novembre 2026.

Les travaux devront être terminés au plus tard le 6 novembre 2026.

1.2. OBJET DU DOCUMENT

Ce programme précise les spécifications du projet d'aménagement du bureau 425.

Le présent programme travaux concerne uniquement le lot N°3 – ELECTRICITE COURANTS FORTS ET FAIBLES

Les points suivants y sont développés :

- La description du site existant ;
- Les besoins fonctionnels ;
- Les exigences techniques particulières.

1.3. ACTEURS DU PROJET

1.3.1. MAITRISE D'OUVRAGE

La Maîtrise d'Ouvrage de cette opération est :

Direction régionale des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté
et du département de la Côte-d'Or

Division Stratégie, Budget Logistique immobilier et conditions de vie au travail

1 bis place de la Banque

21 000 Dijon

Téléphone : 03.80.59.59.16

Mail drfip21.ppr.immobilier@dgfip.finances.gouv.fr

1.3.2. CONTROLEUR TECHNIQUE

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par les articles L.111-23 à L.111-26 et R. 111-38 à R.111-42 du code de la construction et de l'habitation.

Les interventions confiées au contrôleur technique portent sur :

- Missions de base :

- la solidité des ouvrages (mission L),
- sur les conditions de sécurité des personnes dans les ERP (mission S)

- Missions complémentaires :

- Mission **LE** relative à la solidité des ouvrages existants affectés par les travaux neufs,
- Mission **VIEL** relative à la Vérification Initiale des Installations Électriques.

Cet ensemble de missions comporte les phases prévues à l'annexe B du CCTG (Décret n° 99-443 du 28 mai 1999) et à l'article 4-2-2 de la norme NFP 03-100 dans le cadre des actes techniques et des actes d'informations qui correspondent à chacune des phases.

Contrôleur technique en charge du suivi de ces travaux :

APAVE DIJON BATIMENT

4 Rue de Broglie

BP 37004

21 070 DIJON Cedex

Interlocuteurs:

Madame Clara CESANO; Mail: clara.cesano@apave.com ; Tel : 06 50 03 35 81

1.3.3 Bureau d'études Fluides

DGET

39, avenue du 14 juillet - 21300 Chenôve

Tél. : 03 80 59 69 69

Interlocuteur : Monsieur Romain Michoulier

Mail : rm@dget.fr; Tél : 06 72 91 43 19

1.3.4 Bureau Acoustique

ALLEGRO ACOUSTIQUE

Sylvie SUAREZ

Mail : contact@allegro-acoustique.fr

Tel 06.95.24.75.12

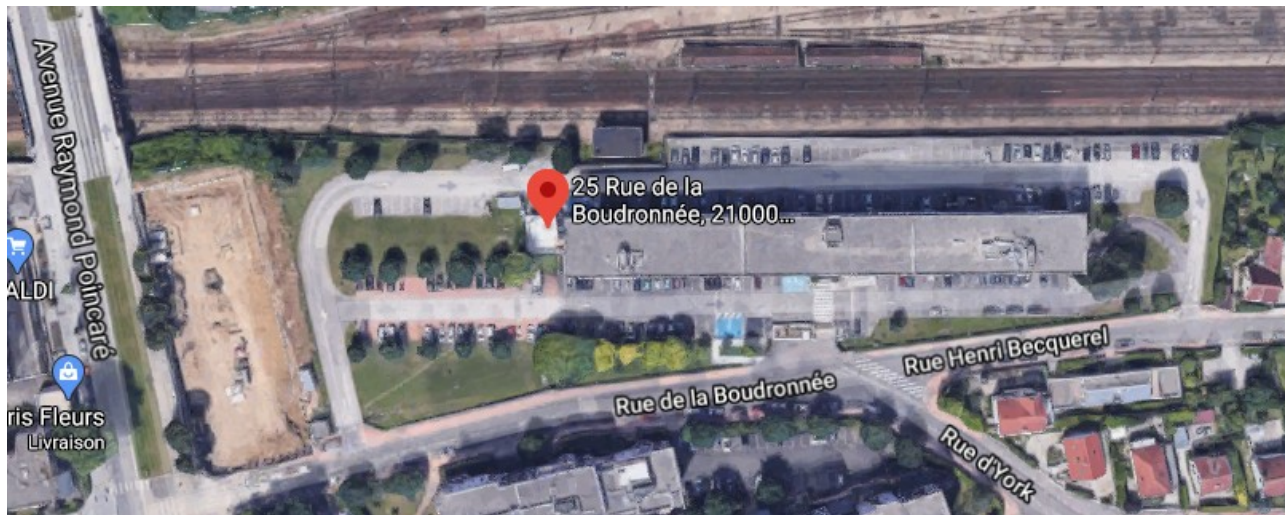
2. PRÉSENTATION DU SITE

2.1. LOCALISATION et PÉRIMÈTRE DE L'OPÉRATION :

2.1.1 LOCALISATION

Le site concerné par la présente opération est localisé au 25 rue de la Boudronnée à DIJON (21000).

Il est situé en zone résidentielle et est composé d'un bâtiment administratif de 6 niveaux (sous-sol, RDC et 4 étages).



Vue aérienne

Le Centre des Finances Publiques est situé sur les parcelles n°133 et 139 feuille 000 AX 01.

Composition du bâtiment situé 25 rue de la Boudronnée à Dijon:

Le sous-sol du bâtiment est constitué de locaux techniques, d'archives, de locaux syndicaux, de sanitaires (en cours de d'achèvement) et de stockage.

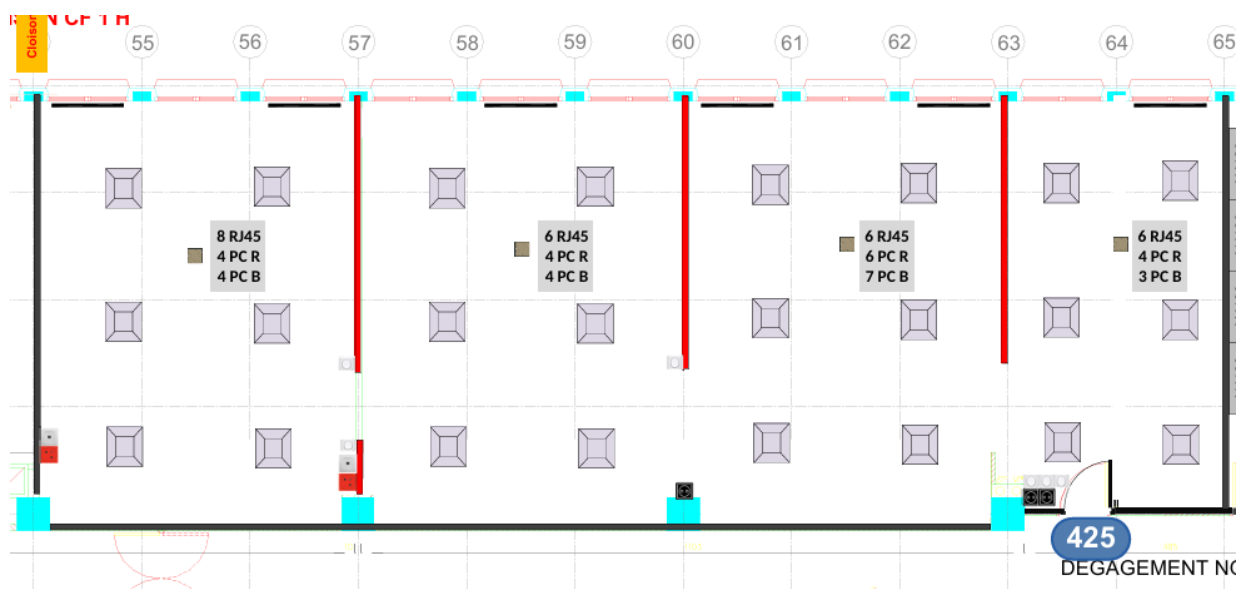
Le rez-de-chaussée (RDC) est constitué d'un accueil (hall de réception du public, espace numérique et espaces de réception), de bureaux individuels ou collectifs, d'un restaurant administratif et d'une salle de réunion. Les étages 1 à 4 occupés par différents services de la DRFIP sont constitués de bureaux individuels ou collectifs, d'un espace détente ainsi que de salles de formation (au 2ème étage).

2.1.2 PERIMETRE DE L'OPERATION:

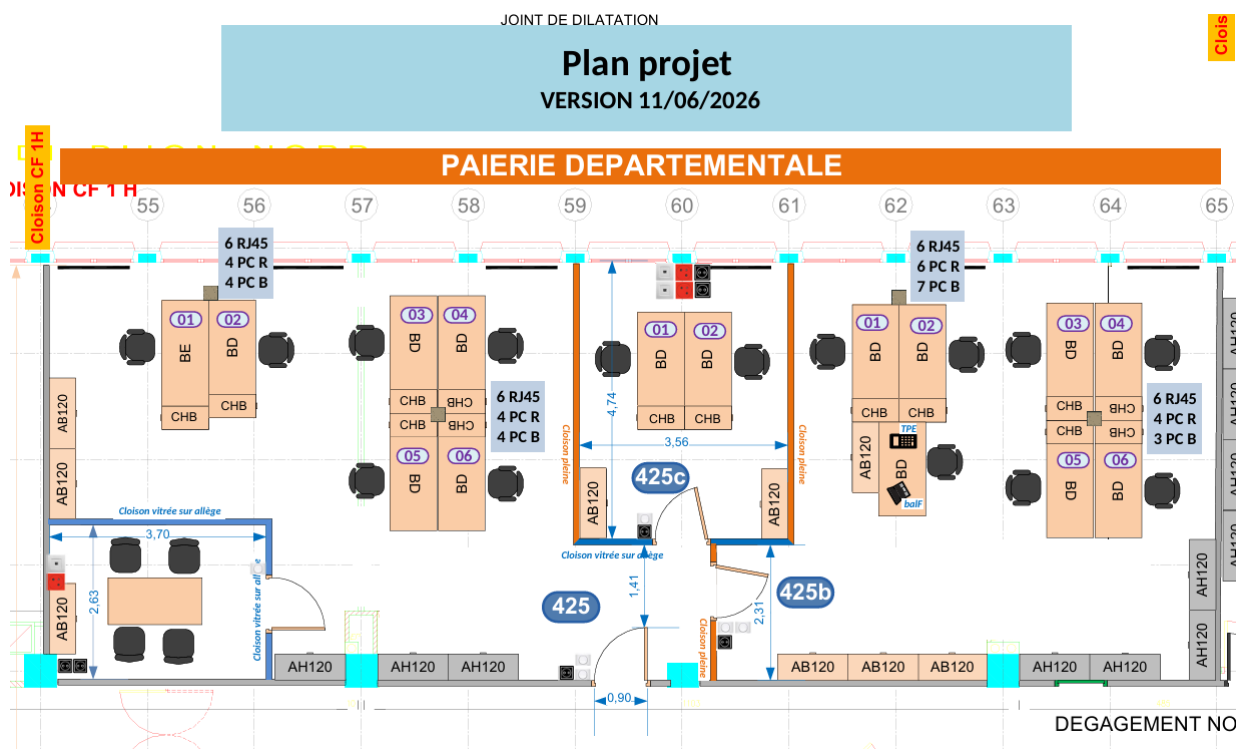
L'opération porte sur un projet de réaménagement intérieur.

Les travaux envisagés sont les suivants : l'aménagement du bureau 425 actuellement libre

plan avant travaux



plan après travaux



2.2 Risques et contraintes réglementaires liés à la localisation du site

2.2.1. SECURITE INCENDIE

Le Centre des Finances Publiques de Dijon Boudronnée est un Etablissement Recevant du Public (ErP) du type W de 3ème catégorie.

2.2.2. AMIANTE

Un Diagnostic Technique Amiante (DTA) a été établi le 11/02/2026 par la société AC ENVIRONNEMENT. Il est fait état de matériaux et produits suivants contenant de l'amiante

Le diagnostic est joint à la présente consultation.

2.2.3. PLOMB

Le diagnostic plomb n'est pas obligatoire du fait que le bâtiment ait été construit après le 1er janvier 1949.

Un Diagnostic Technique plomb a été établi le 11/02/2026 par la société AC ENVIRONNEMENT.

Le diagnostic est joint à la présente consultation.

3. CONTRAINTES MAJEURES, TECHNIQUES ET CALENDAIRES

Les contraintes sont répertoriées ci-avant dans ce document. Pour rappel, à ce stade, il s'agit principalement des contraintes suivantes:

- Etablissement recevant du Public de catégorie 3 actuellement occupé,
- Respect du calendrier des travaux

3.1 TRAVAUX EN ZONE OCCUPÉE

Il est rappelé que les travaux se dérouleront en milieu occupé et dans un site en exploitation.

L'entrepreneur devra donc prendre toutes les mesures nécessaires à la protection des personnes, adapter ses méthodologies de travail pour garantir en toute sécurité le bon fonctionnement et le libre accès à l'établissement pendant toute la durée du chantier.

L'entrepreneur est tenu par une obligation de résultats.

Il lui appartient de déterminer la nature et le type des protections provisoires ainsi que toutes les dispositions particulières nécessaires et indispensables :

- pour garantir la sécurité des personnes,
- pour protéger les équipements.

L'entreprise devra se plier aux règles de sécurité et aux horaires de travail imposés par le règlement du site.

Horaires du site : lundi au vendredi de 8h00 – 18h00

Le port de badge est obligatoire: badge nominatif et individuel.

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise devra communiquer à la DRFiP maîtrise d'ouvrage les noms des personnes menées à intervenir pendant les travaux.

Les zones où se dérouleront les travaux seront libérées de tout occupant et mobilier.

L'activité de l'établissement notamment l'accueil du public ne sera pas interrompue durant tout le chantier.

3.2 SANITAIRE , VESTIAIRE

Un local vestiaires avec table, chaises et douche situé au niveau du parking souterrain pourra être mis à la disposition de l'entreprise ainsi que des sanitaires situés au quatrième étage (un sanitaire pourra être réservé aux entreprises). L'entreprise devra garder les locaux propres.

Le personnel des entreprises retenues pourra se restaurer sur place dans le local mis à sa disposition ou accéder, sur demande, au restaurant administratif du site.

3.3 VISITE DES LIEUX

L'évaluation de la prestation à réaliser nécessite une visite du bâtiment existant. À ce titre les entreprises devront prendre rendez-vous avec le maître d'ouvrage.

Il est rappelé que les entreprises devront prévoir l'intégralité des prestations nécessaires à la bonne réalisation des travaux du présent lot, et qu'elles ne pourront en aucun cas se prévaloir d'une absence de visite préalable pour justifier des manquements entraînant des plus-values dans leur réponse.

4. DESCRIPTIF DES TRAVAUX

Les travaux sont répartis en 3 lots :

- Lot N°01 : CURAGE- DOUBLAGES – CLOISONS – PLAFONDS/ACOUSTIQUES -REVETEMENTS MURAUX/ACOUSTIQUES – PEINTURE, MENUISERIES INTERIEURES
- Lot N°02 : REVETEMENTS DE SOL
- **Lot N°03 : ELECTRICITE CFO-CFA**

La consultation concerne uniquement le lot N°03

Le programme des autres lots vous est donné pour une meilleure information sur le projet global.

Sécurité incendie

Tous les travaux nécessaires à l'adaptation des systèmes de sécurité incendie seront gérés par le maître d'ouvrage avec l'entreprise en charge avec la maintenance du Système de sécurité incendie

4.1 GÉNÉRALITÉS

L'entreprise titulaire du présent lot aura à sa charge les travaux suivants :

- alimentation provisoire de chantier
- dépose
- prise de terre et liaisons équipotentiels
- alimentation en énergie électrique et armoires
- équipement électrique des locaux
- éclairage de sécurité
- attentes pour autres lots
- sécurité incendie
- réseau VDI
- tous les ouvrages et travaux annexes nécessaires à la bonne réalisation et au bon fonctionnement des installations, même si ceux-ci ne sont pas mentionnés dans le présent CCTP : percements, réservations, conduits, chemins de câbles, supports divers, obturations ... (liste non limitative) ;
- enlèvement des gravats, des emballages, des excédents et chutes ainsi que le nettoyage des lieux au fur et à mesure de l'intervention du présent lot.

Pour toutes les prestations faisant l'objet du présent C.C.T.P., l'Entreprise titulaire du présent lot est tenue à une obligation de moyens et une obligation de résultat.

4.1.1. REGLEMENTATION

L'ensemble des travaux à la charge de l'Entreprise titulaire du présent lot sera conforme aux lois, décrets, arrêtés, normes DTU et textes en vigueur et notamment:

- Décret n° 2008 244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail ;
- Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité, et circulaire DRT n° 2003-07 du 30 mai 2003 ;
- Décret 2010-1017 R 4215-1 à R4210-17 et R 4213-21 à R 4227-14, protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

- Code de la construction et de l'habitation : Partie législative (Articles L101-1 à L863-5)
 - Livre 1er Dispositions générales (Articles L101-1 à L161-3) – Titre II Sécurité et protection des immeubles (Articles L122-1 à L129-9) – Chapitre III Protection contre l'incendie et de panique dans les immeubles recevant du public (Articles L123-1 à L123-4).
- règlement de sécurité incendie (arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de la sécurité contre les risques d'incendie et de paniques dans les ERP) : . Section V : installations de détection automatique d'incendie MS 53 à MS 57, . Section VI : systèmes d'alarme et d'alerte MS 58 à MS 66, . Section VII : entretien, vérifications et contrôle, MS 67 à MS 69 ;
- Normes NF S 61-931 à S 61-940, S 61-950 à S 61-952, S 61-961 et S 61-962 et document FD S 61 949 ;
- Règles d'installation R7 (APSAD) et liste des matériels agréés n° 37 (APSAD) ;
- Règle technique sur les détecteurs de flamme et de fumée H7 (APSAD) ;
- CCTG applicable aux marchés publics d'installation de détection incendie (brochure n° 5665 du J.O.) ;
- Règle d'installation R51 (APSAD et liste des matériels certifiés NF A2P) ;
- Décret n° 83-721 du 2 août 1983 (J.O. du 5 août 1983), éclairage des lieux de travail ;
- Décret 2010-1017 du 30 août 2010 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques ;
- Directive du conseil de la C.E.E. du 29 mai 1990 (J.O. de la C.E.E. du 21 juin 1990 n° L156), prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur écran ;
- Norme NF C 13-200 ;
- Norme NF C 15-100, et toutes normes NFC, NFX, NFEN applicables ;
- Publications CEI ;
- Directive 89/336/CEE du 03 mai 1989 relative à la compatibilité électromagnétique ;
- Le document technique unifié D.T.U. 70-1 ;
- Tous D.T.U. et normes bâtiments ;
- Les Publications de la Commission Internationale de l'Eclairage (CIE) ;
- Décret n° 2020-1817 du 29/12/2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiment et jardinage et des bordereaux (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000042841880>)

Les divers documents retenus seront ceux en vigueur à la date de remise des prix. Tous ces textes étant parfaitement connus de l'Entreprise ne seront pas repris dans le présent C.C.T.P. L'Entrepreneur tiendra compte, en cours de préparation et d'exécution des nouveaux règlements qui entreraient en vigueur et qui modifieraient ou complèteraient les documents susvisés.

Il en informera, par écrit, le Maître d'Œuvre, en précisant les points concernés.

4.1.2. CONTROLE ET ESSAIS

Toutes les modifications demandées par le Bureau de Contrôle sont à la charge exclusive de l'Entreprise titulaire du présent lot, sans qu'il puisse en résulter quelque supplément de prix que ce soit. Sont également à la charge de l'Entreprise titulaire du présent lot, s'il y a lieu : les frais de validation des installations courants faibles (sécurité incendie et réseau VDI) , les modifications demandées par le Bureau de Contrôle sont à la charge exclusive de l'Entreprise titulaire du présent lot, sans qu'il puisse en résulter quelque supplément de prix que ce soit.

4.1.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Un dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) sera établi en fin de chantier par l'entrepreneur, en 1 exemplaire papier et un envoi par mail ou messagerie adaptée (AUTOCAD, format .dwg) ainsi qu'une version format PDF. Ce dossier sera susceptible d'être intégré pour tout ou partie au dossier d'intervention ultérieure sur ouvrage (D.I.U.O.), selon les dispositions du Code du Travail.

L'entreprise titulaire du présent lot doit présenter les éléments suivants.

Ces documents ne sont pas limitatifs, mais devront comprendre au minimum :

- une note d'entretien des ouvrages mis en oeuvre et réalisés,
- la nomenclature du matériel avec les adresses des fournisseurs,
- les Bordereaux de Suivi des Déchets,
- le dossier complet des pièces composant le projet, mis en conformité avec les ouvrages exécutés ;

- les plans et schémas des tableaux électriques, armoires, coffrets, etc ;
- une notice décrivant les dispositions à prendre pour les travaux d'entretien des appareils d'éclairage dans les locaux de grande hauteur (si tel est le cas) ;
- une notice donnant, pour chaque pièce, dégagement, hall, escalier, etc, le niveau moyen d'éclairement mesuré à la mise en service ;
- une notice d'instructions pour l'installation électrique comprenant : . fiches descriptives des installations, . fiches descriptives des caractéristiques, . notices d'entretien, . ensemble des notices techniques du matériel installé ;

4.1.4. DEPOSE

L'Entreprise titulaire du présent lot devra assurer la dépose complète et soignée de toutes les installations inutiles, ainsi que la délivrance d'une attestation de mise hors tension des installations à l'Entreprise titulaire de la démolition. Lorsque des câbles deviennent inutilisés, ils seront, selon le cas, rabattus en attente dans le chemin de câbles, vide sanitaire ou faux plafonds d'où ils proviennent; sinon, ils seront totalement déposés. Les orifices seront soigneusement rebouchés avec des matériaux adéquats, en fonction de la nature du support, de même que les trous de fixation d'appareillage.

4.1.5. ELIMINATION DES DECHETS

L'entreprise devra donc prévoir l'élimination des ses propres déchets

L'entreprise titulaire du présent lot est responsable des déchets qu'elle produit.

Elle devra, contrainte d'exécution au titre de la performance environnementale, procéder à la valorisation des déchets créés lors de l'exécution des prestations.

En cours de chantier, les déchets devront être immédiatement stockés de façon à ne pas produire de risque d'accidents.

Les déchets ainsi conditionnés seront immédiatement évacués en décharge par l'entreprise.

La classe de la décharge sera appropriée à la nature des déchets.

Les taxes de décharge sont à la charge de l'entreprise du présent lot.

En cas de non-respect des dispositions énoncées ci-avant, le Maître d'ouvrage se réserve le droit, après constatation de tout manquement, de faire évacuer les déchets par une tierce entreprise, sans mise en demeure préalable, à charge de l'entreprise défaillante.

Le montant du traitement des déchets sera alors retenu sur le montant du Décompte Général Définitif de l'entreprise.

4.1.6. NETTOYAGE DU CHANTIER

L'entrepreneur devra le nettoyage du chantier pendant l'exécution de ses travaux et à la terminaison avec la remise des clés. Il devra naturellement l'évacuation des matériaux et gravois qui seront évacués au fur et à mesure aux décharges publiques, dans le respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement (voir § « élimination des déchets »). Une protection des appareils électriques sera assurée pendant les travaux.

4.1.7. RESEAU VOIX-DONNEES-IMAGES (V.D.I.)

L'entreprise devra se référer à la charte LAN-guide de câblage de la DGFIP jointe en annexe.

Validation - Recette : Avant raccordement des matériels (serveur, et informatique), le réseau VDI devra faire l'objet d'essais complets par l'Entreprise titulaire du présent lot. Ces essais feront l'objet d'un procès-verbal de recette, attestant qu'il répond aux exigences du présent C.C.T.P. Le procès-verbal sera remis au Concepteur Technique, pour être intégré dans le Dossier d'Intervention Ultime sur Ouvrage (D.I.U.O.).

4.1.8 SECURITE INCENDIE

Tous les travaux nécessaires à l'adaptation des systèmes de sécurité incendie seront gérés par le maître d'ouvrage avec l'entreprise SPIE en charge avec la maintenance du Système de sécurité incendie

4.2 DESCRIPTIF TRAVAUX

Selon les besoins, des alimentations complémentaires seront installées depuis l'armoire électrique du 4ème nord.

4.2.1 Bureau 425

La description des travaux concerne la partie sud du bureau 425 y compris pour le bureau de confidentialité.

- Dépose

Dépose des éclairages, prises de courants, blocs de sécurité, divers alimentations et équipement, les câbles d'alimentation des équipements existants non conservés.

- Eclairage

- Remplacement des pavés led existants par des luminaires TRILUX Siella G6 Led 4000K, ballast ETDD (dimmable), 600 x 600 compris module LED 22W/3600lm, fourniture, compris accessoires pose encastrée, toutes sujétions ou produit équivalent avec la nouvelle implantation
- Alimentation des luminaires en câble U1000RO2V 5G1,5 mm² depuis les circuits existants y compris les accessoires divers de pose et de raccordement
- Fourniture, pose et raccordement de 2 boutons poussoirs de commande au niveau de la nouvelle porte d'entrée créée et réalisation de 2 circuits d'éclairage en distinguant : 1 pour les pavés côté circulation et 1 pour les pavés côté fenêtre
- Fourniture, pose et raccordement d'un bouton poussoir de commande pour le bureau d'isolement

- Eclairage de sécurité

- sans objet

- Prises CFO

- Fourniture, pose et raccordement de prises de courant prise 2P+T 10/16A encastrées dans les doublages pour le bureau d'isolement
- Alimentation des prises de courant en câble U1000RO2V 3G2,5 mm² depuis les circuits existants
- Accessoires divers de pose et de raccordement

- Prises CFA

- Déplacement des 2 colonnes équipées initialement entre file 55 et 56, et entre file 58 et 59 en fonction de la nouvelle implantation des mobiliers

4.2.2 Bureau 425b

La description des travaux concerne la partie nord du bureau 425, identifiée 425b

- Dépose

Dépose des éclairages, prises de courants, blocs de sécurité, divers alimentations et équipement, les câbles d'alimentation des équipements existants non conservés.

- Neutralisation des 2 commandes d'éclairage au droit de la porte créée

- Eclairage

- Remplacement des pavés led existants par des luminaires TRILUX Siella G6 Led 4000K, ballast ETDD (dimmable), 600 x 600 compris module LED 22W/3600lm, fourniture, compris accessoires pose en saillie, toutes sujétions ou produit équivalent avec la nouvelle implantation
- Alimentation des luminaires en câble U1000RO2V 5G1,5 mm² depuis les circuits existants y compris les accessoires divers de pose et de raccordement
- Fourniture, pose et raccordement de 2 boutons poussoirs de commande au niveau de la porte d'entrée du 425b et réalisation de 2 circuits d'éclairage en distinguant : 1 pour les pavés côté circulation et 1 pour les pavés côté fenêtre

- Eclairage de sécurité

- sans objet

- Prises CFO

- Fourniture, pose et raccordement de prises de courant prise 2P+T 10/16A encastrées dans les doublages au droit de la porte d'entrée

- Alimentation des prises de courant en câble U1000RO2V 3G2,5 mm² depuis les circuits existants
- Accessoires divers de pose et de raccordement

- Prises CFA

- Déplacement des 2 colonnes équipées initialement entre file 61 et 62, et en file 64 en fonction de la nouvelle implantation des mobiliers

4.2.3 Bureau 425c

La description des travaux concerne le bureau 425c à l'intérieur du bureau 425.

- Dépose

Dépose des éclairages, prises de courants, blocs de sécurité, divers alimentations et équipement, les câbles d'alimentation des équipements existants non conservés.

- Eclairage

- Remplacement des pavés led existants par des luminaires TRILUX Siella G6 Led 4000K, ballast ETDD (dimmable), 600 x 600 compris module LED 22W/3600lm, fourniture, compris accessoires pose encastrée, toutes sujétions ou produit équivalent avec la nouvelle implantation
- Alimentation des luminaires en câble U1000RO2V 5G1,5 mm² depuis les circuits existants y compris les accessoires divers de pose et de raccordement
- Fourniture, pose et raccordement d'un bouton poussoir de commande au droit de la porte d'entrée du bureau 425c

- Eclairage de sécurité

- sans objet

- Prises CFO

- Fourniture, pose et raccordement de prises de courant prise 2P+T 10/16A encastrées dans les doublages avec 2 prises blanche et 2 prises rouge dédiées
- Alimentation des prises de courant en câble U1000RO2V 3G2,5 mm² depuis les circuits existants
- Accessoires divers de pose et de raccordement

- Prises CFA

- Fourniture, pose et raccordement (y compris le recettage) de 2 prises RJ45, liaison en câble 1x4 paires cat 6A depuis la baie de brassage existante sur bandeau existant, encastrées dans les doublages

4.3 GARANTIES

Garantie de Parfait Achèvement (GPA)

La période de garantie est fixée à UN AN à dater de la réception des travaux, conformément à l'Article 1792-6 du Code Civil. Cette garantie de parfait achèvement pourra s'accompagner d'une retenue de garantie.

Garantie de bon fonctionnement

La période de garantie est fixée à DEUX ANS à dater de la réception des travaux, conformément à l'Article 1792-3 du Code Civil. Durant cette période l'installateur restera responsable de son installation, il devra notamment résoudre tous les problèmes qui pourraient apparaître sur son installation, tant dans l'ensemble que dans les détails. Toute pièce ou élément reconnu défectueux sera remplacé. Toutes les interventions nécessaires seront à la charge de l'Entrepreneur. En cas de défectuosité d'un appareil, la période de garantie sera prolongée d'une durée égale à celle de l'indisponibilité.

Garantie décennale

La période de garantie est fixée à DIX ANS à dater de la réception des travaux.

L'installateur est tenu de réparer les dommages qui compromettent la solidité du bâti ou qui le rendent inhabitable ou impropre à l'usage auquel il est destiné.

5. PIECES JOINTES

Se référer au règlement de consultation